



Déclaration préalable de la FSU au CDEN du 6 décembre 2024

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Ce CDEN se tient dans un contexte international plus qu'inquiétant. Le retour de Donald Trump à la maison blanche est non seulement une nouvelle victoire des réactionnaires, des complotistes et de l'extrême droite mais aussi un très mauvais signe au plan international. Les manifestations des 23 et 25 novembre ont montré l'urgence d'agir contre les violences faites aux femmes qui s'exercent aux 4 coins du globe, servant d'armes de guerre à Gaza, servant à faire disparaître les femmes afghanes, servant à réprimer le mouvement Femme, Vie, Liberté en Iran... La France n'est pas épargnée.

En France, une séquence de forte incertitude politique s'ouvre avec la censure du gouvernement. Ce 5 décembre, ceux qui font l'école, avec les agent.es de la Fonction Publique ont envoyé un message clair et fort au futur gouvernement, par dizaines de milliers : iels dénoncent le mépris, iels refusent que les mesures Kasbarian et le budget famélique prévu pour les services publics et notamment pour l'Éducation, passent, hier comme aujourd'hui ou demain. Nous avons adressé un fort avertissement et nous montrerons encore notre refus massif des 3 jours de carence, de la baisse de l'indemnisation des arrêts maladie à 90% à partir du 4^{ème} jour, de la suppression de la GIPA, du gel de la valeur du point d'indice, de la suppression de moyens dans tous les services publics, notamment la véritable saignée à l'Éducation. La FSU dénonce également le spectacle lamentable qu'offre l'extrême droite qui dicte des « lignes rouges », parmi lesquelles ne figurent évidemment pas les mesures anti-Fonction publique de G. Kasbarian.

Nous disons résolument stop au démantèlement méthodique des services publics !

Stop au refus de reconnaître l'engagement et le travail de 5,7 millions d'agent.es publics, stop aux attaques sur les personnels malades. Rappelons que les enseignant.es n'ont en tout et pour tout qu'une visite médicale obligatoire, celle de la titularisation. Ce sont encore une fois les personnels qui vont devoir subir les manquements de l'administration.

La FSU réaffirme ainsi sa revendication d'abrogation du jour de carence et rappelle que les enseignant.es sont moins souvent en arrêt maladie que les autres travailleurs, alors qu'iels sont en contact quotidien avec des élèves qui viennent de plus en plus souvent malades dans des classes surchargées, souvent pas ou mal ventilées, et parfois au chauffage défaillant.

Toutes les mesures annoncées mettent encore à mal l'attractivité des métiers de la Fonction publique et contribuent à accentuer la crise au sein de l'Éducation nationale.

Les services publics d'Éducation sont donc arrivés à un point de bascule et payent un lourd tribut aux économies annoncées par Michel Barnier, qui, même censurées, continuent de planer au parlement. Le Ministère a de grosses difficultés à recruter et à mettre un.e professeur.e devant chaque classe à la rentrée et tout au long de l'année. Disons plutôt que les ministres de l'Éducation Nationale se vantent chacun.e leur tour de l'adéquation entre les moyens et les effectifs ; cela est sous doute vrai le jour de la rentrée, d'autant plus que les enseignantes (et là, le féminin seul est employé volontairement) se sont vues refuser le droit d'accompagner leur

propre enfant lors de leur rentrée. Mais cela ne dit rien sur l'enjeu des jours d'après. Notre système scolaire connaît ainsi les classes les plus chargées d'Europe sur le niveau collège notamment et le budget proposé est à la fois une provocation mais aussi une décision irresponsable qui sacrifie l'avenir.

En affirmant garder le cap et en annonçant l'acte 2 du "Choc des savoirs", la ministre démissionnaire Anne Genetet était décidée à accélérer le naufrage !

Les gadgets coûteux que sont l'uniforme ou le SNU par exemple ainsi que les Pactes, au détriment des postes des personnels et de leur revalorisation, à tous et à toutes, ont été préservés

Au contraire, nous avons besoin d'une réelle revalorisation de tous les personnels sans exception y compris nos collègues les plus précaires (AED, AESH). La baisse des effectifs et l'amélioration des conditions de travail et d'apprentissage sont plus que nécessaires pour donner au service public de l'Éducation les moyens de fonctionner. Il s'agit également d'abandonner les réformes délétères du bac Blanquer, de Parcours Sup, du « Choc des savoirs » et de la formation professionnelle qui poussent au tri social. L'École doit avoir des moyens à la hauteur des besoins surtout pour réussir l'inclusion des élèves en situation de handicap.

Le budget 2025, qui malgré la chute du gouvernement Barnier n'est pas définitivement enterré, va donc à l'encontre des principes mêmes des services publics, d'accessibilité et d'égalité. Un choix politique et budgétaire révélateur que la FSU combat en montrant que d'autres choix budgétaires et éducatifs sont possibles ! Le 14 octobre, la FSU avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives ont ainsi déposé une alerte sociale. Une ligne rouge est franchie : au moment où l'École publique va mal, la seule réponse du gouvernement a été de fermer 4035 postes, dont 3155 dans le 1^{er} degré. La baisse de la démographie scolaire apporte pourtant l'occasion d'améliorer le système scolaire français en poursuivant un investissement soutenable pour notre pays.

En Côte-d'Or, la situation est tendue et bien des écoles se trouvent déjà avec des absences non remplacées faute de marge de manœuvre et de remplaçant.es disponibles. Les seuls leviers évoqués, et qui sont déjà en partie activés se déclinent sur le dos du droit des personnels (ASA), droits syndicaux (refus de stages de formation syndicale) et conditions d'exercice des mandats des représentant.es des personnels (instances le mercredi). Ce n'est pas acceptable ! Il est temps de reconnaître qu'il n'y a pas assez de remplaçant.es, faute de dotation suffisante, plutôt que de culpabiliser les enseignant.es et de pointer du doigt leurs représentant.es !

Dans les collèges, la rentrée a été particulièrement perturbée à cause de l'organisation des enseignements en français et mathématiques en 6e et 5e. Faute de moyens supplémentaires, nombre d'établissements ont sacrifié des dispositifs existants pour financer les groupes de niveau comme les groupes de sciences, etc. Le savoir-nager est, par exemple, sacrifié alors qu'il s'agit d'une priorité nationale et que la noyade est la première cause de mortalité chez les moins de 25 ans.

Par ailleurs, à la rentrée 2024, dans 56 % des collèges et lycées, il manquait au moins un ou une professeur·e. Monsieur le Directeur des Services Académiques, qu'en est-il des chiffres dans les collèges Côte-d'Or ? Tous les postes sont-ils pourvus ?

Concernant le bilan de la rentrée, sans remettre en cause l'investissement des circonscriptions et le travail des services pour l'élaboration de ce document de 69 pages ; cette jolie vitrine cache l'envers du décor : la réalité du terrain !

Pour la FSU, la politique éducative menée depuis trop longtemps continue de dégrader les conditions de travail des personnels, et d'apprentissage des élèves. Elle ne produit pas d'effet, ni en termes "d'élévation de niveau", ni en termes de réduction des inégalités scolaires ; inégalités dont la France reste championne comme le montrent toutes les enquêtes nationales et internationales.

Il est temps d'en finir avec l'obsession des « fondamentaux » qui, à l'évidence, ne permet pas de lutter contre ces inégalités.

Il est temps d'en finir avec des injonctions multiples et hors-sol, avec des conditions de travail qui engendrent stress, souffrance et épuisement, avec la division des personnels alors que c'est dans le collectif et la dispute professionnelle que notre métier s'enrichit.

Il est temps d'en finir avec une inclusion sans les moyens nécessaires et sans une prise en compte des besoins réels des élèves et des enseignant.es. La réalité du terrain est criante : on ne peut pas inclure un élève en situation de handicap correctement quand il y a déjà 31-32 personnes avec les AESH présent·es dans une salle (sans compter l'enseignant·e), qui plus est, trop petite au vu des effectifs !

Il est temps d'en finir avec les opérations de communication orientées qui instrumentalisent les faits en niant la réalité !

Il est temps d'en finir avec le mépris et le prof-bashing ! Les collègues sont indigné.es devant le peu, pour ne pas dire l'absence, de réaction forte du ministère après les propos aussi mensongers qu'insultants de N.Sarkozy.

Face à cette situation alarmante, la FSU appelle à maintenir la pression, en continuant de se mobiliser, dès la semaine prochaine, pour défendre le service public de l'Éducation nationale comme l'ensemble des services publics. La FSU de Côte d'or, avec la plupart des organisations de l'Éducation, appelle d'ors et déjà à 3 jours de mobilisation : grèves, RIS, actions, les 10,11, et 12 décembre.

Nous ne pouvons accepter que l'avenir de l'école publique soit sacrifié sur l'autel des économies budgétaires et d'une idéologie managériale déshumanisée.